

A la une

ReInsurance BUSINESS



Middle East conflict tests reinsurers - can their fortress balance sheets hold?

03/03/2026

Global reinsurers are bracing for earnings volatility as the Middle East conflict threatens to disrupt two of the world's most critical shipping routes.

Yet despite the mounting pressure on specialty insurance lines, the reinsurance sector's fortress balance sheet suggests the industry will weather the storm without serious damage.

The Strait of Hormuz alone handles roughly 20% of global crude oil and seaborne natural gas shipments. Potential disruptions could ripple violently through energy and commodity markets, while the conflict itself is already forcing reinsurance underwriters to reassess risk appetite across war, aviation, energy and cyber exposures.

Reinsurers, meanwhile, are lifting attachment points, cutting capacity and tightening event definitions – pushing higher net retentions onto primary carriers.

Stress testing also paints a concerning picture. A single total loss of a large vessel could generate combined hull, cargo and liability claims of \$200–300 million.

Regulatory modeling shows that prolonged crisis scenarios could collapse profits from \$600 million to a \$1.6 billion loss, driven by elevated claim frequencies and skyrocketing reinsurance costs.

Industry capital strength remains intact

Yet reinsurers are not defenseless. Global reinsurance capital reached \$760 billion as of

Plus de 4,2 milliards de dinars de chiffre d'affaires pour les compagnies d'assurance en 2025

P.03

Algérie :La CNAS lance un nouveau service numérique

P.04

Assurances marocaines : un T4 2025 explosif avec la Vie en tête et la Non-Vie résiliente

P.05

L'Afrique face aux catastrophes: l'assurance paramétrique comme levier de résilience

P.06

Marine Insurers Cancel War Risk Cover as Iran Conflict Escalates

P.10

Reinsurers largely in agreement that cat pricing will decline into 2027 absent a major event, say analysts

P.11

September 2025. Early 2025 results from 11 major reinsurers delivered combined net income of approximately \$31 billion – a 16% jump versus 2024 – with combined ratios in the low-90s range.

SOMMAIRE

Plus de 4,2 milliards de dinars de chiffre d'affaires pour les compagnies d'assurance en 2025 03

Risque climatique : la Tunisie est-elle assurée ? 04

La CNAS lance un nouveau service numérique 04

Assurances en Algérie : Hassen Khelifati alerte sur le niveau colossal des impayés 04

Assurances marocaines : un T2025 4 explosif avec la Vie en tête et la Non-Vie résiliente 05

Assurance auto électrique : l'ACAPS impose la mise en conformité immédiate des attestations 06

L'Afrique face aux catastrophes: l'assurance paramétrique comme levier de résilience 06

Somalie : les assureurs mobilisent 4,5 millions de dollars en soutien aux éleveurs frappés par la sécheresse 08

Middle East conflict tests reinsurers - can their fortress balance sheets hold? 08

Egypt: Insurance Federation Vice Chairman outlines global and local impact of military conflict 09

Oman: FSA reviews insurance and safety requirements of industries 09

Marine Insurers Cancel War Risk Cover as Iran Conflict Escalates 10

Reinsurers largely in agreement that cat pricing will decline into 2027 absent a major event, say analysts 11

Plus de 4,2 milliards de dinars de chiffre d'affaires pour les compagnies d'assurance en 2025

02/03/2026

En 2025, l'assurance contre l'incendie connaît une forte hausse de ses revenus, l'assurance groupe maladie progresse régulièrement, et l'assurance transport voit le coût des sinistres diminuer malgré l'augmentation du nombre d'accidents.

L'activité du secteur de l'assurance en Tunisie a connu une évolution positive au cours de l'année 2025. Le chiffre d'affaires global des entreprises a progressé de 11,4 %, atteignant 4.255 millions de dinars, contre 3.819 millions de dinars en 2024.

Selon le Comité Général des Assurances (CGA), le segment de l'assurance vie a été le principal moteur de cette croissance, enregistrant une hausse significative de 16,4 % et portant sa part de marché à 31,4 %.

Par ailleurs, l'assurance automobile reste en tête des branches en termes de chiffre d'affaires, avec 1.628 millions de dinars, malgré une légère baisse de sa part sur le marché global, désormais stabilisée à 38,3 %.

Les sinistres automobiles dopent les indemnisations

En matière d'indemnisations versées par les compagnies d'assurance, les services concernés ont enregistré un montant de 2.363 millions de dinars fin 2025, soit une hausse de 6,1 %.

En détail, l'assurance automobile a concentré la majeure partie de cette progression, avec une augmentation de 20,3 %, reflétant la hausse du coût des accidents de la route déclarés, qui ont atteint près de 340 000 cas en 2025.

Parallèlement, la valeur totale des actifs affectés aux provisions techniques a progressé de 10,3 %, dépassant 11,3 milliards de dinars.

Une transformation structurelle

La performance du secteur de l'assurance en Tunisie à la fin de l'année 2025 peut se résumer en deux points majeurs. Le premier concerne une transformation structurelle progressive, marquée

par une prise de conscience croissante en faveur de l'assurance vie et de l'assurance groupe maladie.

Cette évolution contribue à diversifier le portefeuille du secteur et à réduire la dépendance globale à l'assurance automobile obligatoire.

Le second point concerne le défi posé par les accidents de la route. Malgré la croissance des revenus, l'assurance automobile continue de peser sur la rentabilité, le taux de croissance des indemnités (20,3 %) dépassant largement celui des primes collectées dans ce segment (7,4 %).

Performance et évolution des principales branches d'assurance

L'analyse de l'activité des différentes branches d'assurance au cours de l'année 2025 montre que l'assurance groupe maladie reste l'une des branches les plus stables et structurantes du marché tunisien.

Son chiffre d'affaires a atteint 647 millions de dinars à la fin de l'année, enregistrant une croissance de 11,4 % par rapport à 2024. Les indemnités versées se sont élevées à 566,7 millions de dinars, en hausse de 8,4 %.

Notons que la progression du chiffre d'affaires (11,4 %) dépasse celle des indemnités (8,4 %), traduisant une légère amélioration de l'équilibre technique de cette branche.

L'assurance contre l'incendie, quant à elle, a connu une progression remarquable de ses revenus, accompagnée d'une baisse significative de ses charges. Son chiffre d'affaires a atteint 241,2 millions de dinars, affichant la plus forte croissance parmi les branches (+19,2 %), tandis que les indemnités versées ont reculé de 13 %, pour se stabiliser à 92 millions de dinars.

En ce qui concerne l'assurance transport, les données du CGA indiquent un chiffre d'affaires stable, à 112,8 millions de dinars (+0,2 %), tandis que les indemnités versées ont diminué de 5,5 %, atteignant 20,5 millions de dinars.

Globalement, ces chiffres montrent que l'assurance contre l'incendie a été la branche la plus performante en 2025 en termes de rentabilité (forte croissance des primes et baisse des indemnités), tandis que l'assurance groupe maladie a maintenu une progression régulière, conforme à la tendance générale du marché.

Pour l'assurance transport, malgré l'augmentation du nombre d'accidents, leur coût financier a diminué, suggérant que la plupart des sinistres étaient mineurs ou peu coûteux techniquement.

Risque climatique : la Tunisie est-elle assurée ?

27/02/2026

La Tunisie figure parmi les zones méditerranéennes identifiées comme particulièrement vulnérables par le Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat (GIEC) qui est le principal organe international chargé d'évaluer le changement climatique.

Les projections climatiques régionales anticipent une hausse des températures comprise entre 1,5 °C et 2,5 °C à l'horizon 2050, accompagnée d'une diminution moyenne des précipitations pouvant atteindre 10 à 20% selon les scénarios intermédiaires.

Sur le plan économique, les catastrophes naturelles causent chaque année dans la région MENA des pertes représentant entre 0,5% et 1% du PIB des pays les plus exposés. En Tunisie, les épisodes d'inondations et de sécheresses des dix dernières années ont entraîné des dommages cumulés estimés à plusieurs centaines de millions de dinars, dont seule une fraction a été assurée.

À l'échelle mondiale, les pertes économiques liées aux catastrophes naturelles ont dépassé 250 milliards de dollars en 2023, dont environ 40% étaient couvertes par l'assurance. Ce ratio donne un ordre de grandeur du déficit de protection. En Tunisie, où le taux de pénétration de l'assurance se situe autour de 2 à 2,5% du PIB, la part des pertes climatiques effectivement assurées reste nettement inférieure aux standards européens.



Le TMM continue sa tendance baissière pour se situer à %6,99, en février 2026

27/02/2026

Le taux moyen du marché monétaire (TMM) continue sa tendance baissière pour se situer à 6,99%, durant le mois de février 2026, contre 7,08%, en janvier 2026, selon des données statistiques, publiées, vendredi 27 février 2026, par la Banque Centrale de Tunisie (BCT).

Le TMM avait enregistré un pic à hauteur de 8,05%, en mars 2023, avant de régresser progressivement passant à 8%, durant la période mai – septembre

2023, et à 7,99%, au cours du quatrième trimestre 2023.

Pendant toute l'année 2024, le TMM s'est stabilisé, ensuite, entre 7,96% et 7,99%, pour reprendre sa voie descendante, début de l'année 2025, se situant au niveau de 7,5% (d'avril à août 2025), et 7,49% (de septembre à décembre 2025).

Pour rappel, le Conseil d'Administration de la Banque Centrale de Tunisie a décidé, lors de sa réunion du 11 février 2026, de maintenir le taux directeur inchangé à 7,00%, tout en réitérant qu'il est nécessaire de continuer à soutenir le processus désinflationniste, afin de ramener l'inflation vers sa moyenne de long terme.

Maghreb



Assurances en Algérie : Hassen Khelifati alerte sur le niveau colossal des impayés

27/02/2026

Le secteur des assurances en Algérie est confronté à un sérieux problème d'impayés. Le nombre de dossiers en instance de règlement au sein des agences des différentes compagnies ne cesse d'augmenter d'année en année portant le montant à des niveaux inquiétants.

Hassen Khelifati, PDG d'Alliance Assurances, tire la sonnette d'alarme par rapport aux difficultés que vivent les sociétés d'assurances à cause de cette problématique.

Dans une analyse publiée jeudi 26 février sur sa page Facebook, intitulée « l'assurance en Algérie : un appel urgent à la réforme du marché des impayés », le premier responsable et fondateur d'Alliance assurances, dresse un constat sans ambages : « l'accumulation des impayés dépassent souvent les fonds propres des compagnies ». Ce qui met en péril la stabilité financière de ces sociétés et fait perdre la confiance des assurés avec des lenteurs inconcevables des délais de remboursement de leurs sinistres, déplore-t-il.

Me Khelifati met l'accent sur la nécessité d'une « réforme structurelle urgente afin de pouvoir assurer la stabilité du marché et renforcer la confiance ».

Il a rappelé le rôle « essentiel » que joue le secteur dans la stabilisation de l'économie et la protection des citoyens. Hassen Khelifati a toujours plaidé pour un marché « transparent, réglementé et durable ». Or, les impayés accumulés par les assureurs, continuent de fragiliser sa solidité financière et influent, de manière négative, sur la qualité de services qu'ils proposent, constate-t-il encore.

Des niveaux de sinistres en stocks inquiétants

Les statistiques avancées par le Conseil national des assurances (CNA), dans sa note de conjoncture du troisième trimestre de 2025, indiquent que les sinistres en stock ont atteint un montant de 139,3 milliards de dinars. En tout, près de 2 millions de dossiers de sinistres sont en instance d'indemnisation.

En revanche, le marché national, toutes activités confondues, a cumulé, durant les neuf premiers mois de l'année 2025, une production de 142,9 milliards de DA, enregistrant ainsi une hausse de 7,3% sur un an, selon les derniers chiffres du CNA.

Devant ce bilan peu reluisant du secteur, Hassen Khelifati juge impérative la mise en place d'une « réforme collective » afin de pouvoir instaurer un climat de confiance entre l'assureur et l'assuré et garantir la pérennité du marché.

Ne se contentant pas d'établir un constat, Hassen Khelifati propose à l'ensemble des acteurs du marché à prendre des « mesures responsables et structurelles ».

Les propositions de solutions

Il s'agit, selon lui, de créer un centre d'information dédié aux impayés. Cette structure garantira toute la « transparence nécessaire et permettra un suivi rigoureux », estime-t-il. Pour lui, le principe du paiement immédiat doit être, également, de mise.

Les compagnies d'assurance algériennes doivent élaborer, en outre, des plans de redressement étalés progressivement sur 3 à 5 ans, propose M. Khelifati.

Le patron d'Alliance assurances exhorte les assureurs à adopter les meilleures pratiques appliquées dans la région africaine, en citant la loi Cima (base juridique qui encadre toutes les compagnies d'assurance opérant dans les 14 pays membres de la Conférence interafricaine des marchés des assurances) qui fixe les délais de paiement et encadre les procédures de renouvellement et d'appel d'offres.

Il estime que si toutes ces suggestions sont mises en œuvre sur le terrain, le secteur des assurances pourra « accomplir sa mission qui lui est dévolue et apporter sa contribution de la façon la plus efficiente à la croissance économique ».

Assurances marocaines : un T2025 4 explosif avec la Vie en tête et la Non-Vie résiliente

16/02/2026

Bonne nouvelle pour le secteur des assurances marocaines ! L'ACAPS révèle des résultats records au 4e trimestre 2025: les primes (l'argent encaissé par les assureurs) explosent à 18,4 milliards de dirhams (+14,2% par rapport à fin 2024). Sur l'année entière, c'est 64,2 milliards (+12,8%) ! Explications simples pour tout comprendre.

L'assurance Vie: la championne incontestée

Imaginez: 6 Marocains sur 10 choisissent l'assurance Vie (épargne, retraite, protection famille). Au T4, elle rapporte 11,3 milliards (+17,5%), soit 61% du gâteau total. Les stars sont Wafa Assurance département Vie (3,2 Md), AXA Assurances Maroc (1,9 Md), et La Marocaine Vie (1,6 Md). Pourquoi ce boom ? Les Marocains placent leur argent en sécurité et prévoient l'avenir.

Non-Vie: autos et maisons bien protégées

Les assurances de tous les jours (auto, habitation, commerce) grimpent à 7,1 milliards (+10,1%). L'automobile domine à 47% des primes Non-Vie, ce qui est logique vu les +11% de voitures neuves !

Les leaders : AtlantaSanad (1,1 Md), Wafa Assurance (1 Md), AXA (0,9 Md). Même avec les inondations dans le Gharb, les assureurs gèrent bien, car les charges de sinistres sont à 47%, avec des profits solides.

Rentabilité OK, provisions gonflées

Bonne gestion: les assureurs paient 87% des primes en sinistres/réparations (ratio combiné). Ils placent l'argent et gagnent 1,2 milliard d'intérêts au T4.

Réserves pour futurs paiements ? 13,2 milliards cumulés (+14%). ces résultats sont qualifiés de Solide Ce que ça change pour vous

Conducteurs : Plus de voitures = primes auto en hausse, et en positif, le digital (QR codes, RNVA) qui simplifie tout.

Familles : Le département Vie explose pour épargner/retraite.

Secteur : Prêt pour Solvabilité 2 (règles plus strictes) et conquête Afrique.

2025 finit donc en beauté ! Les assureurs marocains (Wafa, Allianz, Sanlam) confirment leur leadership. Rendez-vous en mars pour les Trophées de l'Assurance d'Afrique au Maroc, et en avril au Rendez-Vous de Casablanca de l'Assurance, événement phare du secteur au Maroc

Assurance auto électrique : l'ACAPS impose la mise en conformité immédiate des attestations

02/03/2026

Le régulateur du secteur des assurances hausse le ton face à des pratiques jugées non conformes concernant les véhicules 100 % électriques. Des attestations d'assurance mal catégorisées ont exposé des assurés à des verbalisations, voire à des sanctions pour défaut d'assurance. L'Autorité exige un correctif immédiat

L'Autorité de contrôle des assurances et de la prévoyance sociale (ACAPS) vient d'adresser un rappel ferme aux compagnies d'assurance opérant sur le marché marocain. En cause : l'établissement d'attestations d'assurance responsabilité civile pour des véhicules à moteur électrique selon un modèle inadapté, celui réservé à l'usage « Tourisme », identifiable par sa couleur jaune. Or, selon la réglementation en vigueur, ces véhicules relèvent de l'usage « Divers » et doivent faire l'objet d'une attestation blanche.

Dans une lettre circulaire adressée aux présidents des entreprises d'assurances, le président de l'ACAPS, Abderrahim Chaffai, souligne que cette pratique contrevient aux dispositions de l'arrêté du ministre des Finances n° 213-05 du 26 janvier 2005 relatif aux assurances obligatoires. Au-delà de l'irrégularité administrative, les conséquences se sont révélées concrètes pour certains assurés. Des propriétaires de véhicules électriques ont été verbalisés par les services de contrôle (police et gendarmerie) au motif que l'attestation présentée ne correspondait pas aux modèles réglementaires.

Plus préoccupant encore, selon les éléments portés à la connaissance du régulateur, certaines autorités de contrôle auraient assimilé cette non-conformité formelle à une absence d'assurance. Une interprétation lourde de conséquences, puisque les conducteurs concernés se sont trouvés exposés aux sanctions prévues par l'article 131 du Code des assurances, applicable en cas de défaut d'assurance obligatoire.

Face à cette situation, l'ACAPS exige une mise en conformité immédiate. Les compagnies sont sommées de cesser sans délai l'émission d'attestations non conformes pour les véhicules électriques relevant de l'usage « Divers » et de régulariser l'ensemble des contrats en cours. L'instruction vaut également pour les nouveaux contrats, qui devront strictement respecter le format

réglementaire.

Sur le terrain, les premiers ajustements ont déjà été engagés. Des assurés propriétaires de véhicules 100 % électriques ont reçu des notifications les invitant à restituer leur attestation jaune afin de la remplacer par une attestation blanche conforme. Une opération logistique qui témoigne de l'ampleur du phénomène et du nombre de contrats potentiellement concernés.

Cet épisode intervient dans un contexte de progression soutenue du parc automobile électrique au Maroc. Portée par les incitations à la transition énergétique et par l'élargissement de l'offre, cette catégorie de véhicules connaît une dynamique ascendante, entraînant mécaniquement une hausse des contrats d'assurance associés.

Il est à noter que les ventes de véhicules électriques au Maroc devraient franchir un cap significatif en 2025, avec environ 5 300 unités écoulées sur l'année, un chiffre en forte hausse par rapport aux années précédentes qui témoigne d'un intérêt croissant des ménages et des entreprises pour la mobilité propre.

Afrique



L'Afrique face aux catastrophes : l'assurance paramétrique comme levier de résilience

01/03/2026

L'assurance paramétrique ouvre une voie différente, qui mérite aujourd'hui une réflexion stratégique approfondie.

1. L'Afrique de l'Est : le paramétrique à l'épreuve des faits

Au Kenya, en Tanzanie ou au Rwanda, des programmes agricoles paramétriques comme Kilimo Salama ont montré leur efficacité. Les exploitants couverts reçoivent une indemnité en moins de 10 jours après une sécheresse, alors

que les dispositifs traditionnels prennent entre 6 et 12 mois. Cet écart n'est pas anecdotique : il détermine la capacité à relancer une saison agricole.

« J'ai eu l'occasion d'effectuer des visites dans ces pays, d'échanger avec les acteurs de la chaîne de valeur, des agriculteurs aux assureurs, en passant par les stations météo. Sur place, j'ai vu comment certaines stations pluviométriques et de surveillance électronique recueillent les données, mais aussi comment on combine ces données avec des observations de végétation (NDVI) ou encore des modèles de bilan hydrique pour calibrer les indices déclencheurs. On tient compte de la nature du sol (capacité de rétention d'eau, profondeur, texture), du type de culture et de l'étape critique de la croissance (germination, floraison). Cette interaction entre données météo, sol et végétation renforce la précision du produit paramétrique, et j'ai vu de près l'impact concret : des exploitants qui reprennent confiance, des pertes moindres, une saison sauvée. »

2. ARC : une expérience continentale

A l'échelle régionale, l'African Risk Capacity (ARC) a déjà protégé plus de 50 millions de personnes et versé plus de 170 millions USD en indemnités depuis sa création. Quelques exemples récents (données ARC) :

3. Assurance classique vs paramétrique : deux logiques différentes

Ces observations de terrain illustrent concrètement la logique d'un produit paramétrique. Mais pour en saisir toute la portée, il est utile de le comparer à l'assurance classique. Comparons brièvement avec l'assurance classique :

- Classique = réparation après coup, lente mais précise (ou presque).
- Paramétrique = filet de sécurité immédiat, rapide mais basé sur des indices.

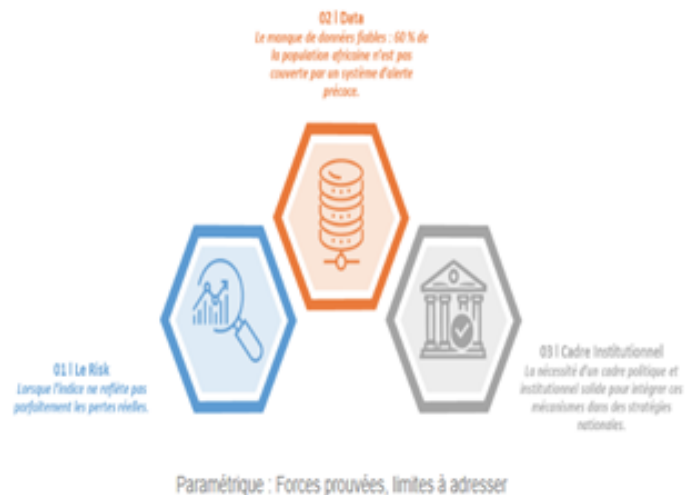
4. Added Value : Afrique de l'Ouest, un scénario à considérer

Au-delà de la théorie, la valeur du paramétrique se mesure dans sa capacité à réduire l'écart de protection à l'échelle régionale. L'Afrique de l'Ouest offre un cas particulièrement révélateur. C'est une région qui combine sécheresses sahéliennes, inondations récurrentes au Nigeria et cyclones affectant le littoral. Selon la Banque africaine de développement, les pertes économiques liées aux catastrophes

naturelles y dépassent en moyenne 3 milliards USD par an, dont moins de 5 % sont assurées.

5. Forces et limites à reconnaître

L'efficacité du paramétrique repose sur trois piliers : la rapidité, la transparence et l'attractivité vis-à-vis des bailleurs et investisseurs. Mais ses limites existent :



6. Une vision pour l'avenir

Et si l'Afrique devenait le premier continent à généraliser l'assurance paramétrique au-delà des Etats et des programmes agricoles, pour inclure les PME, les coopératives et les ménages vulnérables ?

L'objectif serait double : Réduire drastiquement l'écart de protection qui freine notre développement et attirer des capitaux privés et institutionnels vers des projets résilients, en s'appuyant sur un mécanisme fiable et reconnu.

L'ambition de généraliser le paramétrique à l'échelle du continent mérite d'être étudiée dans le détail. Plus qu'un projet institutionnel, c'est un cap qui doit être porté collectivement par les assureurs, les réassureurs, les Etats et les bailleurs de fonds.

Sa conclusion

L'assurance paramétrique n'est pas une idée théorique. Elle a déjà prouvé son efficacité en Afrique de l'Est et australe. Mais son véritable potentiel se jouera dans sa capacité à passer à l'échelle, à être adaptée aux réalités locales et à inclure tous les segments de la société.

L'Afrique peut transformer sa vulnérabilité climatique en moteur d'innovation assurantielle. La question n'est plus si nous devons déployer le paramétrique, mais comment nous allons l'intégrer durablement dans nos systèmes de protection.

Somalie : les assureurs mobilisent 4,5 millions de dollars en soutien aux éleveurs frappés par la sécheresse

25/02/2026

En Somalie, plusieurs compagnies d'assurance ont annoncé le lancement d'un programme d'assistance de 4,5 millions de dollars destiné à venir en aide aux éleveurs nomades particulièrement affectés par l'aggravation de la sécheresse.

Cette initiative, déployée en partenariat avec le gouvernement fédéral, cible des familles établies dans près de 20 districts à travers différentes régions du pays, où les conditions climatiques ont lourdement compromis les moyens de subsistance des communautés pastorales. Le programme a été officiellement lancé le 1er mars 2026.

Porté par Baraka Insurance, Somali Takaful Insurance, Salmastar Insurance et First Somalia Takaful Insurance, le dispositif devrait bénéficier à plus de 10 000 personnes, dont environ 1 200 familles recevront un appui financier direct.

Selon les initiateurs, ce programme vise à atténuer les effets dévastateurs de la sécheresse sur les populations pastorales. Il s'inscrit dans le cadre du système Takaful somalien, un modèle d'assurance conforme aux principes de la finance islamique et fondé sur la solidarité communautaire. Le projet repose sur l'utilisation de technologies satellitaires permettant d'identifier rapidement les épisodes de sécheresse dans les zones pastorales. En cas de baisse significative des ressources fourragères, des transferts financiers seront déclenchés afin de permettre aux familles concernées d'acheter de l'alimentation et de l'eau pour leur bétail, limitant ainsi les pertes animales.

Le vice-Premier ministre, Salah Ahmed Jama, a estimé que « ce programme jouera un rôle déterminant dans la protection des moyens de subsistance et la stabilité économique des éleveurs somaliens, notamment face aux épisodes récurrents de sécheresse, et contribuera à leur relèvement ».

De son côté, le gouverneur de la Banque centrale de Somalie, Abdirahman Mohamed Abdullahi, a souligné l'ampleur de l'impact de la sécheresse sur les communautés pastorales, appelant à la mise en place de solutions durables pour réduire ses conséquences économiques.

Middle East conflict tests reinsurers – can their fortress balance sheets hold?

03/03/2026

Global reinsurers are bracing for earnings volatility as the Middle East conflict threatens to disrupt two of the world's most critical shipping routes.

Yet despite the mounting pressure on specialty insurance lines, the reinsurance sector's fortress balance sheet suggests the industry will weather the storm without serious damage.

The Strait of Hormuz alone handles roughly 20% of global crude oil and seaborne natural gas shipments. Potential disruptions could ripple violently through energy and commodity markets, while the conflict itself is already forcing reinsurance underwriters to reassess risk appetite across war, aviation, energy and cyber exposures.

S&P Global Ratings found that the 19 largest global reinsurers hold limited direct asset exposure in the Middle East. The real problem lies elsewhere: in specialty insurance lines, where claims tied to war risk, political violence and terrorism could mount quickly.

Reinsurers and marine insurers have begun withdrawing or curtailing coverage from the conflict zone entirely, leaving primary carriers scrambling for protection.

War-risk premiums escalating rapidly

History offers a sobering template. During the Ukraine conflict, war-risk premiums for affected vessels rocketed from a baseline of 0.025% to rates between 1-5% of hull value. Red Sea tensions saw premiums spike nearly tenfold, jumping from below 0.1% to as much as 1% per transit.

For Hormuz transits, premiums previously around 0.25% are expected to exceed 0.5% if hostilities continue. A \$100 million vessel transiting the Suez nine times annually could face \$2.7 million in additional war-risk insurance costs alone.

Reinsurers, meanwhile, are lifting attachment points, cutting capacity and tightening event definitions – pushing higher net retentions onto primary carriers. Stress testing also paints a concerning picture. A single total loss of a large vessel could generate

combined hull, cargo and liability claims of \$200–300 million.

Regulatory modeling shows that prolonged crisis scenarios could collapse profits from \$600 million to a \$1.6 billion loss, driven by elevated claim frequencies and skyrocketing reinsurance costs.

Industry capital strength remains intact

Yet reinsurers are not defenseless. Global reinsurance capital reached \$760 billion as of September 2025. Early 2025 results from 11 major reinsurers delivered combined net income of approximately \$31 billion – a 16% jump versus 2024 – with combined ratios in the low-90s range.

S&P has not changed its sector outlook, citing solid capital buffers and disciplined underwriting. Still, reinsurers holding broad exposure to specialty markets in the Middle East face the highest risk of claims activity, and uncertainty about the conflict's ultimate financial effects lingers.



Egypt: Insurance Federation Vice Chairman outlines global and local impact of military conflict

03/03/2026

The biggest global repercussions of the ongoing military conflict in the Middle East include the increased risks of terrorism, spikes in reinsurance prices, fluctuations in financial markets and energy prices, and hikes in compensation costs, according to Mr Khaled Abdel-Sadek, a Vice Chairman of the Insurers Federation of Egypt (IFE).

Mr Abdel-Sadek, who is also the CEO and Managing Director of Al Mohandes Insurance Company, told Amwal Alghad that the impact on Egypt of the conflict is limited in that it would be significant on reinsurance and could generate inflationary pressures on claim amounts and fluctuations in investment returns, with a possible impact on the pricing of properties and major projects.

He predicted a gradual increase in insurance prices for vital and foreign-funded projects, and risks near strategic areas, accompanied by a reassessment of retention limits and a reduction in coverage limits for some special risks.

He said that the most affected insurance branches are aviation, maritime transport, energy and major projects, and war and political risks, while the least affected branches include motor, medical insurance

and traditional fire insurance for small risks.

He added that if the escalated conflict were to expand regionally, temporary pressures on solvency and profitability might appear.



Oman: FSA reviews insurance and safety requirements of industries

05/03/2026

The Financial Services Authority (FSA) reviewed the key challenges related to insuring industrial facilities during a dialogue session it hosted under the title 'Securing Industrial Facilities and Safety Requirements'.

The session aimed to examine the current challenges faced by several industrial establishments in obtaining appropriate insurance coverage for various industrial activities. This was done through reviewing the perspectives of facility owners and representatives, as well as insurance companies. The session also sought to discuss practical proposals and solutions to enhance protection levels and preventive readiness in this vital sector, thereby supporting the sustainability of industrial operations, strengthening business continuity and fostering a safe and attractive investment environment.

The session was led by Abdullah bin Salim al Salmi, Executive President of the FSA and attended by Ghalib bin Said al Maamari, Under-Secretary of the Ministry of Commerce, Industry and Investment Promotion for Commerce and Industry (MoCIIP); and Eng Ahmed bin Hassan al Dheeb, Deputy Chairman of the Public Authority for Special Economic Zones and Free Zones (OPAZ). Representatives from several relevant public and private entities also participated, including the Public Establishment for Industrial Estates (Madayn), the Oman Chamber of Commerce and Industry (OCCI), in addition to representatives of insurance companies and industrial establishments.

In his opening remarks, Al Salmi emphasised the importance of enhancing awareness of industrial insurance and its vital role in managing risks **faced**

by industrial facilities. He noted that there is a gap in understanding between insurance companies and industrial establishments regarding insurance requirements and safety and security standards.

He further explained that some industrial establishments face challenges in obtaining suitable insurance coverage, while insurance companies indicate that certain facilities are classified as high-risk if safety and security requirements are not met. He stressed that strengthening risk management culture and compliance with safety standards contribute to reducing risk levels and enhancing the ability of establishments to obtain insurance coverage appropriate to the nature of their industrial activities.

Internationale

Insurance BUSINESS

Marine Insurers Cancel War Risk Cover as Iran Conflict Escalates

04/03/2026

Rising Gulf tensions and Iran's closure of the Strait of Hormuz triggered insurers to cancel war risk cover under standard short notice clauses

War risk cancellation notices issued earlier this week by marine insurers formally take effect today, marking a shift from rising premium warnings to actual coverage withdrawals in the Gulf region.

The move follows escalating tensions after Iran's Islamic Revolutionary Guard Corps (IRGC) declared the Strait of Hormuz "closed," prompting insurers to activate standard 48- and 72-hour war cancellation clauses embedded in hull and cargo policies. Several maritime insurers confirmed they were cancelling war risk cover in the Gulf, citing heightened hostilities and navigation threats.

The fact that those cancellations now come into force changes the practical position for shipowners transiting the region. Until today, existing policies remained in place during the notice period. From now on, vessels without replacement arrangements may find themselves operating without automatic war risk protection.

Earlier reporting by Insurance Business noted that Nordic marine insurer Skuld had issued a 72-hour

cancellation notice and that brokers were warning of potential 25% to 50% increases in hull war rates as capacity tightened. At that stage, the story centred on pricing pressure and reinsurer retrenchment. With the notice period expiring, the issue shifts to availability and operational continuity.

The Strait of Hormuz handles roughly one-fifth of global seaborne oil trade, according to the U.S. Energy Information Administration (EIA), making it one of the world's most strategically important maritime chokepoints. Even absent a confirmed physical blockade, insurance withdrawal increases the economic friction of transit.

War risk cover is typically required under loan covenants, charterparty agreements and cargo contracts. Without it, vessels may be unable to load, discharge or finance voyages through designated high-risk zones. Shipowners now face the prospect of securing voyage-specific cover at materially higher rates or reconsidering sailings through the Gulf until pricing stabilises.

Marine brokers contacted by multiple outlets have indicated that underwriters are selectively offering replacement capacity at sharply revised premiums, reflecting both geopolitical uncertainty and aggregation exposure. Reinsurers have also been reassessing their appetite for concentrated war risk accumulation in the region, contributing to upward pressure on pricing.

The implications extend beyond marine insurance. Tanker operators generally pass elevated war premiums on to charterers, who in turn incorporate those costs into delivered crude pricing. While insurance alone does not determine energy markets, sustained increases in war risk rates can feed into freight benchmarks and, ultimately, energy costs.

This development follows a broader wave of market responses across specialty lines. Insurance Business previously reported on activation of major event response mechanisms and tightening conditions across marine, aviation and trade credit as Middle East instability deepened. Today's war risk cancellations represent the first concrete implementation phase in marine coverage.

For insurers, the use of war cancellation clauses is not unprecedented. Such provisions are standard in marine policies and are designed precisely for situations where hostilities materially alter risk profiles. What is notable is the speed at which notices were issued and the scale of tonnage exposed in a region that underpins global energy flows

Reinsurers largely in agreement that cat pricing will decline into 2027 absent a major event, say analysts

04/03/2026

Reinsurers at the 2026 annual conference of the American Insurance & Financial Analysts (AIFA) were broadly aligned that catastrophe pricing is likely to continue declining into 2027 unless a materially larger loss event disrupts capital.

Analysts from Goldman Sachs, the investment bank and financial services firm, reports that brokers and carriers “do not expect primary property pricing will improve from YE2025 levels in 2026,” citing the strength of current underwriting returns.

Goldman Sachs said pricing at the January 1 renewals was “down 15–20%,” with similar conditions expected at mid-year. While the pace of decline has been sharp relative to historical cycles, the firm noted that expected returns on capital for property catastrophe business are “20%+ at current levels.”

Carriers added that there was no material competition on terms and conditions at 1/1, with nominal attachment points “largely holding stable,” suggesting that structural discipline remains intact even as headline rates ease.

Goldman Sachs reported that reinsurers were “largely in agreement that catastrophe pricing is likely to continue declining in 2027 absent a major event or a series of events.” Executives pointed to the traditional pattern in which rates rise quickly after large losses and then decline over several years.

For pricing to respond meaningfully and stabilise, an event larger than the Los Angeles wildfires — estimated at approximately \$40 billion by Swiss Re — was discussed as a potential catalyst. Current pricing levels were described as broadly comparable to post-Hurricane Ian 2023 levels, with some fringe policies retracing toward pre-Ian 2022 levels.

Goldman Sachs also noted that reinsurers are tracking growth in alternative casualty reinsurance capacity but “do not believe that alternative capacity is having material impacts on pricing at this point.” While private capital interest is increasing, particularly in casualty, executives suggested it has yet to shift market dynamics.

On geopolitical exposure, companies characterised the ongoing Middle East conflict as “manageable (or none at all),” noting that war and civil commotion are generally excluded perils and typically written separately, often through Lloyd’s of London.

Within Goldman Sachs’ coverage universe, potential exposure was identified primarily among reinsurers and larger specialty insurers such as Fidelis Insurance Holdings, RenaissanceRe, Arch Capital Group, American International Group, Chubb and AXIS Capital.

Separately, analysts at Keefe, Bruyette & Woods (KBW), the investment bank specialising in financial services research, described the tone among Bermuda-based reinsurers as positive despite declining property reinsurance pricing.

KBW wrote that “despite increased capacity, reinsurers have successfully maintained terms and conditions and attachment points achieved in January 2023, and cedent retention remains solid.” Executives emphasised prioritising “bottom-line profitability over top-line growth,” which KBW viewed as key to sustaining strong results and evidence that the market is “more disciplined than in the past.”

KBW added that loss trend assumptions at 1/1 renewals “varied by line of business and geography.” Reinsurers have, in their view, “pulled back on property catastrophe,” while evaluating new opportunities such as data centre protection. Casualty lines were approached cautiously due to social inflation and rising loss severity, and KBW noted that third-party capital providers’ interest in underwriting casualty reinsurance “is rising, although this hasn’t yet affected pricing.”

Across both research notes, the message from AIFA 2026 was consistent: underwriting returns remain strong and structural discipline has largely held. Unless a significantly larger catastrophe, or a series of events, materially disrupts capital, reinsurers expect property and catastrophe pricing to continue easing through 2026 and into 2027.